



« Dessiner la Transition : outils et dispositifs pour le projet de la métropole écologique »

Cycle conjoint de séminaires Bruxelles-Genève

Programme et abstracts

Séance 1#. L'anthropocène comme horizon de projet

Jeudi 25 janvier 2018 de 16:00 à 19:30 à la Faculté LOCI – UCL (Bruxelles) et au OMPI (Genève)

PROGRAMME

Introduction au cycle

LA PERSPECTIVE DE L'ANTHROPOCÈNE COMME HORIZON DE PROJET

Bernard Declève, Metrolab.brussels

DU RENOUVELLEMENT À LA TRANSITION URBAINE: LE DÉFI DU XXIE SIÈCLE

Panos Mantziaras, FBA

Keynote speech

LA CONCURRENCE DES RÉCITS

Dominique Bourg, philosophe, professeur - Institut de géographie et durabilité, Faculté des géosciences et de l'environnement, Unil

L'histoire occidentale est celle des variations du grand récit chrétien. Après avoir imposé l'idée d'un cours linéaire de l'histoire, l'espérance en un âge d'or au-devant de nous et non plus derrière, l'idée chrétienne de salut n'a cessé de connaître de multiples métamorphoses. Mais ces différents récits de mise en scène du salut – ceux des rois, des moines et des saints, du marchand calviniste, celui du progrès et des Lumières, un temps concurrencé par la saga marxiste du prolétariat sauveur de l'humanité – ont tous fini par s'échouer sur les rivages du changement climatique et de l'anéantissement des espèces vivantes et, probablement, dans un avenir proche, sur ceux de la déplétion des ressources.

Quel nouveau récit imaginer face à ces sinistres constats ? Le transhumanisme et les GAFA leur tournent le dos – sans proposer de solutions – et s'emploient en outre à ressusciter le mythe d'un progrès linéaire, top down et implacable ; mais ils ne parviennent pas à démêler le paradis de l'enfer : le désir d'immortalité y est inséparable de la crainte d'un déclassement, voire d'un asservissement par les machines.

Le seul récit alternatif, propre à donner du sens, à sauver l'habitabilité de la Terre comme celle de nos villes, à nous épargner l'abîme tant moral que physique, est le récit écologique, mais il peine à se faire entendre. Ou plus exactement, la part négative, objectivement catastrophiste, parvient à se frayer un chemin jusqu'aux consciences, de temps à autres, mais non l'élan créatif, celui qui ouvrirait une possible reconstruction de nos sociétés.

J'essaierai d'esquisser ce que pourrait être un récit positif d'un éventuel avenir écologique : quels en seraient les fondements et surtout les perspectives.



Séance #2. La nouvelle mobilité

Jeudi 22 février de 16:00 à 19:30 à la Faculté LOCI – UCL (Bruxelles) et au OMPI (Genève)

Animation par Bernard Declève et Panos Mantziaras

PROGRAMME

Cas d'étude 1

L'HYPERCENTRE DE BRUXELLES: DU PIÉTONNIER AU PROJET URBAIN

BSI/Brussels Center Observatory

Dr. Aniss M. Mezoued & Pr. Jean-Philippe De Visscher, UCLouvain

Cas d'étude 2

LES NOUVELLES MOBILITÉS DANS LE CANTON DE GENÈVE: PISTES DE RÉFLEXION ET PROJETS

Sylvain FERRETTI, Directeur Général de l'office de l'urbanisme du canton de Genève

Keynote speech

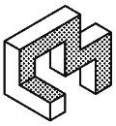
POURQUOI NO CAR?

Paola Viganò, architecte, professeure en urbanisme - IUA-Venise, EPFL

À la Xe Biennale d'architecture de Venise (2006), nous avons proposé le sujet « Eau et bitume. Le projet de l'isotropie ». C'était le début des investigations par le projet sur les conséquences d'un changement radical en termes de mobilité – le scénario No Car – pour les villes et les territoires.

Depuis, ce scénario a ouvert notre imagination et éclairé de manière différente un large pan de défis et possibilités pour le futur de l'espace urbain. Cette intervention réexamine le rôle constructif d'une hypothèse radicale dans la conceptualisation des tissus métropolitains et territoriaux dispersés (Bruxelles 2040, Métropole Alpino-lémanique). Ceci, par la reconfiguration de l'espace public, de la biodiversité et de la gestion de l'eau, par une nouvelle conception du corps et du social dans l'espace, au prisme des actuels changements démographiques et sociaux radicaux.

Entre des choix environnementaux collectifs et émancipation individuelle, la question à débattre est celle du titre : pourquoi, enfin, "sans voiture" ? Mon hypothèse est que, au-delà des solutions néo-fonctionnelles et technologiques, No Car participe à la reconstruction du problème biopolitique. Il met en avant l'interrogation sur le projet en gestation entre biologie et politique, et sur le besoin d'une réflexion nouvelle radicale autour de l'espace.



Séance #3. La transition par l'alimentation

Jeudi 22 mars 2018 de 16:00 à 19:30 à la Faculté LOCI – UCL (Bruxelles) et au OMPI (Genève)

Animation par Bernard Declève et Panos Mantziaras

PROGRAMME

Cas d'étude 1

ENTRE EFFERVESCENCE CITOYENNE ET STRATÉGIE PUBLIQUE: REGARDS CRITIQUES, ENJEUX ET PERSPECTIVES DE LA TRANSITION ALIMENTAIRE À BRUXELLES

François Lohest, politologue, Centre d'Études du développement Durable, ULB

Cas d'étude 2

AGRICULTURE MÉTROPOLITAINE LÉMANIQUE: UNE HYPOTHÈSE DE RECHERCHE

Elena Cogato Lanza, Maître d'Enseignement et de Recherche, Laboratoire d'Urbanisme EPFL

Keynote speech

L'APPROCHE SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES : UN LEVIER POUR L'AGRICULTURE URBAINE ?

Nicolas DENDONCKER, Géographe, professeur en géographie - Université de Namur

Abstract: Les services écosystémiques (SE) représentent l'ensemble des biens et services dont nous dépendons pour notre survie et notre bien-être. L'approche par les SE peut être un outil d'aide à la décision. Longtemps restreinte à sa dimension économique, l'évaluation des SE se veut de plus en plus intégrée et inclusive. Ceci est reflété entre autres par le cadre d'analyse de l'IPBES (Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services), qui est à la biodiversité et aux SE ce que le GIEC est au climat. Une évaluation est intégrée lorsqu'elle prend en compte les différents types de valeurs liées à la nature (e.g. valeur instrumentale mais aussi relationnelle et intrinsèque), et inclusive quand elle inclut les parties prenantes dans cette intégration des valeurs. Évaluer de manière holistique les SE permet en outre de mettre en évidence les relations d'interdépendances entre acteurs du territoire. Ceci peut contribuer à co-crédier des connaissances, utiles pour améliorer les décisions en matière d'action territoriale. L'agriculture urbaine en particulier souffre de la non reconnaissance d'un ensemble de services écosystémiques qu'elle fournit, ce qui rend difficile son implémentation car elle semble a priori moins « rentable » que d'autres usages du sol en ville (e.g. habitat, services...). Dans cette présentation, nous développerons ces propos et argumenterons qu'une approche par l'évaluation intégrée des SE peut permettre une meilleure reconnaissance de l'importance de l'agriculture en ville, en tant que source de bien-être urbain, en faciliter son implémentation et sa gestion.



Séance #4. La relation travail – territoire

Jeudi 19 avril 2018 de 16:00 à 19:30 à la Faculté LOCI – UCL (Bruxelles) et au OMPI (Genève)

Animation par Bernard Declève et Panos Mantziaras

PROGRAMME

Cas d'étude bruxellois

FABRIQUER EN VILLE POUR FABRIQUER LA VILLE

Benjamin Cadranel, administrateur général de Citydev.Brussels

Pour faire face au boom démographique de ces prochaines décennies, la Région de Bruxelles Capitale consacre la volonté de développer le logement mais également de maintenir à ses côtés les activités productives utiles à la Ville. Citydev.Brussels, à l'échelle des projets immobiliers qu'elle met en œuvre, prend en compte l'activité économique comme un maillon d'une chaîne de valeurs liées aux spécificités urbaines et à la qualité de vie et fait évoluer également ses métiers vers l'intégration et la cohabitation de fonctions. Centres d'entreprises, incubateurs, parcs PME, parcs TPE, fablabs ou zones monofonctionnelles constituent autant de leviers du développement urbain au cœur de notre immobilier économique. Aux côtés de la production de logements conventionnés acquisitifs, des projets pilotes tels habitat solidaire, reconversion d'immeubles de bureaux en logement et rapprochement territorial entre lieu de vie et lieu de travail sur les mêmes sites, nos réflexions croisées font émerger de plus en plus de projets multifonctionnels complexes et innovants qui dynamisent un quartier et tentent d'y constituer un cadre de vie harmonieux. Le présent exposé fera le point sur les expériences, ainsi que les stratégies actuelles et futures de Citydev.Brussels en la matière, illustrées d'exemples concrets de projets récents ou en cours de développement.

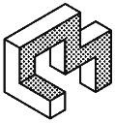
Cas d'étude genevois

LE MAILLAGE TERRITORIAL ET LE FUTUR DES MÉTIERS

Djemâa Chraïti, Directrice de la Cité des Métiers du Grand Genève, Département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), Office de l'orientation, la formation professionnelle et continue de la République et Canton de Genève.

La Cité des métiers du Grand Genève, inaugurée le 1er septembre 2008 et qui fêtera ses 10 ans en septembre, est le fruit d'un partenariat étroit entre le Département de l'instruction publique, de la culture et du sport - par l'intermédiaire de l'OFPC - et le Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé - par le biais de son Office cantonal de l'emploi. Labellisée par Universcience à Paris, elle a rejoint un réseau international riche d'une quarantaine de Cités dans le monde, réparties sur les 3 continents et dans 10 pays et qui participera à l'inauguration de la toute dernière Cité, celle de Bruxelles parrainée par la Cité des Métiers de Genève.

Le principe est partout le même, à savoir, offrir des espaces de conseil en lien avec l'orientation, l'emploi, la formation continue et la formation initiale et ceci sans rendez-vous, gratuit, anonyme et confidentiel. Rattachés à la Cité des Métiers sont apparus ensuite des Centres Associés en France et en Suisse puis un troisième niveau d'information dématérialisé, les Points Relais. Le but étant d'offrir une information de proximité sur un territoire transfrontalier, un défi relevé avec succès. Un maillage



territorial qui permet la promotion des métiers émergents, de diffuser de l'information, de participer par exemple en qualité de Cité transfrontalière à un événement comme les Assises européennes de la transition énergétique.

Keynote speech

QUELLE TRANSITION POUR QUEL DÉVELOPPEMENT ?

Pr Jean-Philippe Peemans, professeur émérite du Centre d'études du développement de l'Université Catholique de Louvain

Cette contribution est fondée sur l'idée qu'une réflexion sur la transition ne peut faire l'impasse sur les conflits entre les conceptions du monde tel qu'il est et tel qu'il est à faire. Elle veut contribuer à situer la réflexion du séminaire dans le débat sur la question des modèles de développement. Depuis son émergence après WWII, la pensée du développement a été dominée par le paradigme de la modernisation, pensé théoriquement comme un modèle universel de progrès. L'idée de développement a d'abord été associée au transfert du concept de croissance économique vers les pays dits en développement pour les aider à lutter contre le sous-développement et la pauvreté de masse. Plus tard, elle deviendra progressivement liée aux tentatives de rendre compatibles croissance et environnement, au nom de la recherche du développement durable. Mais d'autres approches ont émergé au cours des récentes décennies, qui remettent ce paradigme en question plus ou moins radicalement. Elles contribuent à renouveler la problématique urbaine et celle des rapports villes-campagnes, notamment en proposant d'autres visions de l'articulation des dimensions temporelles et spatiales, fondées sur la prise en considération des stratégies d'acteurs et de leurs rapports dans la production du territoire. La confrontation de ces visions du monde permet de dessiner le cadre général d'une économie politique du développement qui réinterprète les enjeux de l'évolution de l'urbain et du rural et de leurs rapports dans les Suds aussi bien que dans les Nords.

Séance #5. **La transition dans le monde des acteurs**

Judi 17 mai 2018 de 16:00 à 19:30 à la Faculté LOCI – UCL (Bruxelles) et au OMPI (Genève)

PROGRAMME

Cas d'étude 1

LE COMMUNITY LAND TRUST: FABRIQUER LA VILLE SUR UN TERRAIN EN COMMUN

Thomas Dawance, chargé de projet au sein du Community Land Trust de Bruxelles.

Le Community Land Trust (CLT) est un modèle américain de gestion foncière créé fin des années 60. Il permet l'accès à la propriété à des ménages à faibles revenus et le développement de services de proximité dans les quartiers populaires. Le modèle propose une gouvernance originale qui vise l'empowerment des ménages impliqués et esquisse peut-être un urbanisme des communs.

Le Community Land Trust Bruxelles (CLTB) est le premier du genre en Europe continentale. Il est soutenu par la Région de Bruxelles-Capitale depuis fin 2012. 7



projets (environ 120 logements) sont en cours de développement. Le CLTB est inscrit dans un programme européen Interreg « Shicc » avec les villes de Lille, Londres et Gand. Dans ce cadre, il contribue à diffuser le modèle à l'échelle européenne.

L'originalité du CLT résulte de plusieurs mécanismes : la détention du foncier par la communauté et la division de la propriété de ce sol et de celle du bâti, une formule de revente anti-spéculative permettant d'une accessibilité des logements de génération en génération, un mode de gouvernement tri-partite assurant une représentativité égale entre pouvoir public, propriétaire occupant et société civile. De même, le modèle bruxellois bouscule les modalités classiques de production des logements sociaux en impliquant dans des procédures participatives les futurs ménages acquéreurs en amont de la commande publique.

Cas d'étude 2

GENÈVE ET LA GOUVERNANCE À L'HEURE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Frédéric Josselin, Service concertation et communication, Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie (DALE) à l'État de Genève.

Keynote speech

ACTEURS, GOUVERNANCE, TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Rémi Baudouï, sociologue, professeur, Département de science politique et relations internationales, Université de Genève

Le débat qui agite le monde sur le réchauffement climatique s'explique en partie par les divergences autour des moyens nécessaires pour y faire face. Le conflit entre l'ancien ministre de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement supérieur Claude Allègre et le GIEC en 2010-2011 illustre un climato-scepticisme dédouanant l'inaction des élus. Mais, la progression des connaissances sur les phénomènes climatiques à grande échelle, la convergence des études scientifiques, les premiers désastres climatiques d'ampleur inégalée et les alertes continues du GIEC ont progressivement fait admettre l'impensable de la menace anthropique à l'échelle planétaire dû à la production massive des gaz à effets de serre.

Bien qu'elle soit apparue comme une priorité politique, la lutte contre le réchauffement climatique se heurte néanmoins à des défis insurmontables tant au niveau des mesures à promouvoir pour le freiner, qu'au niveau des mesures politiques et accords inter-gouvernementaux à valider. Aussi, la problématique de l'action publique, pensée d'abord comme anticipation s'est progressivement mue en quelques années en adaptation au changement climatique. C'est ce chemin qu'ont emprunté aujourd'hui les acteurs nationaux comme en témoignent la stratégie d'adaptation aux changements climatiques mise en place par le Conseil fédéral en Suisse, ou le Grenelle de l'environnement en France, entre autres.

Nous interrogeons la mise en œuvre au niveau des villes de politiques publiques destinées à assumer la transition écologique. Quand bien même la volonté d'agir puisse être sincère, bien des auteurs s'accordent à reconnaître les limites de l'action. Quels sont les obstacles et barrières aujourd'hui à surmonter pour engager les politiques de la transition écologique? Comment refonder des processus décisionnels en la matière? Comment les faire coïncider avec l'intérêt général? Comment refonder par l'urbanisme un rapport Global-sectoriel écologique sur la base d'une démocratie environnementale de proximité?